



Xavier Fortinon

Président du Conseil départemental

Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Autonomie
Personnes Agées
Service Établissements

ARRÊTÉ N° DGAS-DAPA-ETS-2025-053
Portant fixation des tarifs hébergement
de l'EHPAD l'Alaoude
à SEIGNOSSE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, complétée par la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n°A-2/1 du Conseil départemental en date du 21 juin 2024 relative aux actions en faveur des personnes âgées,

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2025, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD l'Alaoude situé avenue du Cassou - 40510 SEIGNOSSE géré par le CCAS de Seignosse sont fixés comme suit :

Tarif hébergement :

Tarif T1 (22 m2) : 61,23 €

Tarif T1 Bis (30 m2) : 69,11 €

Tarif chambre double : 81,74 €

Tarif une personne seule dans un T2 (40 m2) : 81,74 €

Tarif applicable à compter du 1 ^{er} juillet 2025	Pour information : Tarif 2025 en année pleine
61,23 €	58,74 €

ARTICLE 2 – Le produit prévisionnel hébergement pour l'activité hébergement permanent est de :

	Hébergement
Produits issus de la tarification HP (hors tarification différenciée)	1 404 103,93 €

ARTICLE 3 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1er juillet 2025 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 4 – Dans un délai de deux mois à compter de sa publication, l'arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental des Landes,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera publié par insertion sur le site internet de la collectivité.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint en charge des Solidarités, Madame la Payeuse Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 30 JUIN 2025

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental